

Aménagement

Genève se dessine un avenir dans la douleur

Le Grand Conseil a débattu hier du Plan directeur cantonal, combattu par le MCG et l'UDC. Il sera voté ce soir

Christian Bernet

Se projeter dans l'avenir est toujours un exercice difficile. Hier soir, les députés n'ont pas eu assez de trois heures pour adopter le Plan directeur cantonal 2030. Un document important «qui aura des conséquences majeures pour l'aménagement de Genève», a insisté le rapporteur radical François Haldemann. Et d'autant plus chaud «qu'il se préoccupe du principal problème des Genevois: le logement», a poursuivi la socialiste Irène Buche.

A 23 heures, le président du Grand Conseil a arrêté les débats, qui reprendront ce soir à 17 heures. Mais l'issue du vote ne fait guère de doute. Le Plan devrait être accepté par la droite, les Verts ainsi que les socialistes.

L'UDC et le MCG ont tenté de s'y opposer, sans succès. Pour la première, «il est fait pour les frontaliers». Pour la seconde, «il est fait pour les étrangers». La députée UDC Christina Meissner a mis toute son énergie pour le combattre. «Ce ne sont pas les Genevois que l'on va loger en construisant tous ces logements. Mais plutôt les Européens qui fuient la crise.»

Un chiffre fâche les opposants. Le Plan directeur veut donner les moyens au canton de construire 50 000 logements d'ici à 2030. L'UDC et le MCG y voient un objectif. «Il correspond à une croissance non maîtrisée de notre développement, une fuite en avant», dénonce Christina Meissner.

Répéter des erreurs

«Ne répétons pas les erreurs du passé, rétorque le Vert François Lefort. C'est parce que nous avons mal anticipé le développe-



Le Grand Conseil a consacré trois heures au Plan directeur cantonal, qu'il a fini par approuver. FRANK MENTHA

«Le MCG et l'UDC ne font que se battre pour maintenir les privilèges de quelques favorisés qui refusent de voir l'avenir»

Michel Ducret Député radical

ment il y a quinze ans que la crise du logement nous frappe aujourd'hui. Ces 50 000 logements ne sont pas un objectif à réaliser, mais une prévision. Il s'agit simplement de se préparer si, et seulement si, cette prévision se réalise.»

A entendre Serge Dal Busco, député PDC, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. «Nous sommes fiers de la manière dont nous avons développé notre canton

tout en préservant le paysage. Ce plan ne fait que s'inscrire dans cette continuité.» En clair, on continuera de construire un peu dans la zone villas en la déclassant, un peu dans la zone agricole, un peu dans le centre et encore dans le secteur de la Praille, en suivant à chaque fois quelques principes de base: densifier autour des axes de transports, éviter de gaspiller le sol et préserver le paysage et les espaces verts.

Préserver la zone villas

Ce qui fâche avant tout l'UDC et le MCG, c'est l'idée que l'on puisse toucher à la zone villas, dont certains déclassements sont prévus. Ils y voient «un poumon de verdure» à préserver, comme le souligne Jean-François Girardet.

«L'UDC et le MCG ne veulent toucher ni à la zone villas ni à la zone agricole et ils vont se plaindre qu'on ne loge pas les Genevois, clame le radical Michel Ducret. En fait, ils ne font que se battre pour maintenir les privilèges de quelques favorisés qui refu-

sent de voir l'avenir.»

«On dirait, à entendre certains d'entre vous, que la crise du logement n'existe pas, constate le conseiller d'Etat François Longchamp, en visant directement l'UDC et le MCG. Je vous rappelle que Genève compte 100 000 jeunes de moins de 20 ans et que nous n'avons pas de quoi les loger. Beaucoup d'entre eux ont déjà dû quitter le canton, faute de trouver un appartement.»

«Un véritable plaisir»

«Ce sont des forces qui nous quittent et qui nous manqueront, poursuit le magistrat. Ne vous en déplaise, il faudra bien loger nos enfants. Et ce n'est pas un problème de le faire, mais un véritable plaisir.»

Le MCG a tenté de faire passer plusieurs amendements, ce qui a conduit à de multiples déclarations confuses et pétries de contradictions. La plupart de ces amendements ont été refusés. Le plan directeur sera transmis à la Confédération pour être validé.